

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau et Manon Tessier

Volume 21, numéro 3, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702705ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702705ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. & Tessier, M. (1990). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 21(3), 588–596. <https://doi.org/10.7202/702705ar>

Autre nomination au Centre international des droits de la personne

18 mai :

On apprend que l'ex-président costaricain, M. Oscar Arias, siégera au Conseil d'administration du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. Ce centre présidé par M. Ed Broadbent devrait ouvrir ses portes sous peu à Montréal.

Visites en provenance de l'Europe de l'Est

20 au 31 mai :

Dans le cadre d'un projet du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, dix journalistes originaires de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie effectuent un séjour au pays. À Ottawa, Toronto et Montréal, ils rencontrent des parlementaires, des hauts fonctionnaires et des membres de la presse écrite et électronique afin de se familiariser avec le système politique canadien et le processus entourant la diffusion de l'information.

Aide canadienne à l'UNIFEM

28 mai :

L'ACDI approuve un projet d'une valeur de \$7 millions qui sera mis en oeuvre par le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM). D'une durée de cinq ans, ce projet favorisera le rôle des femmes dans le développement des pays de l'Afrique australe. L'UNIFEM est un fonds volontaire des Nations Unies.

Le secrétaire général du Commonwealth au Canada

3 au 6 juin :

M. Shridath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, est en visite à Ottawa. Il rencontre le Premier ministre canadien pour discuter de l'avenir de cette organisation. Il s'agit de la dernière visite de M. Ramphal à ce titre puisqu'il quittera cette fonction le 1^{er} juillet.

II - Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1990)

A — Aperçu général

L'intérêt du Québec pour l'Europe de l'Est qui s'était manifesté à plusieurs reprises au trimestre dernier, persistait ce trimestre-ci alors qu'une mission économique et commerciale du Québec se rendait en Tchécoslovaquie et que les discussions se poursuivaient au Québec quelques jours plus tard. À la suite de cette visite, le Québec étudie actuellement la faisabilité et l'opportunité d'ouvrir un centre québécois de commerce à Prague.

L'ouverture de ces «vitrines» dans des villes où le Québec ne possède pas de délégation fait d'ailleurs partie de la nouvelle stratégie du ministère des Affaires internationales, apprenait-on au cours du trimestre. Le ministre Ciaccia indiquait à cet égard qu'il compte rendre publique dès l'automne une politique des Affaires internationales adaptée à la décennie 1990. Il s'exprimait ainsi devant la Commission parlementaire chargée d'examiner les crédits de son ministère.¹

B — Questions économiques et commerciales

Le 26 avril, le ministre québécois des Finances, M. Gérard D. Lévesque, présentait devant l'Assemblée nationale son discours sur le budget, le sixième depuis son entrée en fonction. D'entrée de jeu, le ministre indiquait que le taux de croissance ne saurait être de plus de 1,3 % cette année comparativement à 5,3 % l'année précédente. Selon le ministre, en plus du ralentissement économique, la marge de manoeuvre du gouvernement dans l'élaboration de ses mesures fiscales et budgétaires sera limitée par les taux d'intérêt, les pressions sur les dépenses budgétaires et les coupures fédérales. Afin de soutenir l'économie, le ministre augmentait le déficit budgétaire de \$150 millions par rapport à 1989-1990 pour le porter à \$1,75 milliard en 1990-1991, lançait de nouveaux programmes en matière de formation professionnelle, accélérât les investissements publics et augmentait la taxe sur les tabacs, les boissons alcoolisées et la surtaxe aux entreprises. Au total l'ensemble des dépenses budgétaires s'élèvera à \$35,35 milliards pour 1990-1991, soit une augmentation de 6,3 % comparativement à 1989-1990.²

Par ailleurs, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, dressait un bilan de la performance commerciale québécoise à l'étranger lors des activités d'Export Action 1990. Celui-ci révélait que la valeur des exportations québécoises a connu une hausse de 3,2 % comparativement à la dernière année, ce qui représente un total de \$23,3 milliards. Les exportations de papier journal, d'aluminium et d'automobiles, pourtant des produits traditionnels, ont régressé tandis que celles du matériel de télécommunications, des pâtes de bois, des avions entiers et des métaux précieux se sont accrues. Les États-Unis demeurent toujours le principal client du Québec, suivis de l'Europe avec des importations en hausse totalisant \$3,7 milliards et de l'Asie et de l'Océanie avec des achats pour une valeur de \$1,5 milliard.³

C — La Francophonie

Le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, effectuait des visites officielles en Belgique, en France et en Roumanie du 7 au 12 mai. Ces visites ont

1. Bernard RACINE, *Le Devoir*, 24 mai 1990, p. 2.

2. Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, *Budget 1990-1991, points saillants*, 31p.; Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 27 avril 1990, pp. 1 et 10.

3. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 16 mai 1990.

procuré au ministre l'occasion de faire le point avec ses homologues européens sur divers dossiers de coopération francophone multilatérale et bilatérale, plus particulièrement pour la préparation du 4^{ème} Sommet prévu à Kinshasa en 1991 et en ce qui touche la coopération future avec les pays de l'Est européen intéressés par la Francophonie.⁴

Par ailleurs, les ministres du Canada, du Québec, de la Suisse, de la Belgique et de la France responsables du dossier de la télévision multilatérale francophone tv5 se réunissaient le 21 mai à Montréal. «Nous venons d'assurer la pérennité de tv5» déclarait la ministre des Communications du Québec, Mme Lisa Frulla-Hébert à l'issue de cette rencontre. Les ministres avaient alors signé une déclaration conjointe instituant la «Conférence des ministres responsables de tv5» et créant un Conseil de coopération unique. En vertu de ces décisions, les ministres se réuniront désormais au moins une fois l'an pour définir les orientations et les priorités de développement géographique de tv5. Quant au Conseil de coopération, il remplacera les deux conseils de tv5 Europe et de tv5 Québec-Canada. La ministre Frulla-Hébert endossait également la proposition voulant que la programmation de tv5 soit entièrement composée d'émissions de langue française provenant d'Europe.⁵ En fait, les ministres entérinaient la plupart des propositions émises dans le rapport déposé le 9 mai par le Comité consultatif présidé par M. André Bureau. La ministre québécoise avait qualifié «d'outil de travail fort utile» ce rapport d'étude sur tv5 Québec-Canada.⁶

D — Le Québec et les organisations internationales

Le gouvernement québécois recevait au cours du trimestre la visite du directeur général de l'UNESCO et celle du Secrétaire général des Nations Unies. Le 3 avril, M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, effectuait une courte visite au Québec au cours de laquelle il rencontrait le ministre des Affaires internationales et les membres du bureau de liaison de l'UNESCO pour le Canada.⁷ Quant au Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, il s'arrêtait au Québec les 29 et 30 mai dans le cadre d'une visite pan-canadienne.⁸ À Montréal, M. Perez de Cuellar était accueilli par M. Gil Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales. M. Rémillard entendait profiter de son entretien avec M. Perez de Cuellar pour faire avancer le dossier de l'établissement d'un bureau de la FAO à Québec.⁹ Après Montréal, le Secrétaire général des Nations Unies se rendait dans la capitale québécoise où

4. *Le Devoir*, 11 mai 1990, p. A-17; *Le Journal de Québec*, 8 mai 1990, cité par *L'Argus*, 8 mai 1990, p. B-8.

5. *La Presse*, 22 mai 1990, cité par *L'Argus*, 22 mai 1990, p. A-19; Paul CAUCHON, *Le Devoir*, 22 mai 1990, p. 2.

6. Voir Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 10 mai 1990, p. 10.

7. Ministre des Affaires Internationales, *Discours*, 3 avril 1990.

8. Cabinet du Premier Ministre. *Communiqué*, 29 mai 1990.

9. *Le Soleil*, 31 mai 1990, cité par *L'Argus*, 31 mai 1990, p. A-10.

il rencontrait le Premier ministre québécois lors d'un entretien privé. Au cours de son séjour, il était également reçu à l'Université McGill et à l'Université Laval qui lui décernait un doctorat honorifique.¹⁰

E — Le Québec et les États-Unis

Du 17 au 19 juin, le Premier ministre québécois et le ministre des Affaires internationales participaient à la 18^{ème} Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. La conférence portait cette année sur les relations commerciales avec l'Europe dans la perspective de l'avènement du marché unique de 1993. Le Premier ministre soulignait de nouveau le rôle que pourrait jouer le Québec en tant que «trait d'union» entre l'Amérique du Nord et l'Europe communautaire. Outre ce thème principal, ceux de l'environnement, du développement durable et de la coopération économique étaient également à l'ordre du jour de la Conférence. Celle-ci se terminait par la signature d'une entente entre les cinq provinces canadiennes et les six États de la Nouvelle-Angleterre destinée à développer le commerce interrégional et à resserrer les relations économiques et culturelles.¹¹

Le ministre Ciaccia se rendait encore aux États-Unis les 24, 25 et 26 juin. À New York, il rencontrait des gens des milieux financiers et bancaires et s'adressait aux membres de l'America's Society. Un entretien privé avec le gouverneur de l'État de New York, M. Mario Cuomo, était aussi prévu. La visite de M. Ciaccia coïncidait avec le 50^{ème} anniversaire de la Délégation du Québec à New York.¹²

Par ailleurs, le 7 mai, le ministre du Tourisme, M. André Vallerand, annonçait le rétablissement de la ligne aérienne entre la ville de Québec et Boston qui avait été interrompue en 1987. La compagnie Northwest Airlinck offrira à partir du 18 juin trois liaisons quotidiennes entre ces deux villes.¹³

F — Le Québec et l'Europe de l'Ouest

1 — L'Espagne

À l'occasion d'une visite officielle au Canada, le Président d'Espagne, M. Felipe Gonzalez, accompagné de quelques ministres et de plusieurs gens d'affaires, s'arrêtait à Montréal le 15 mai. M. Gonzalez avait un tête-à-tête avec le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, tandis que les ministres espagnols de l'Énergie et de l'Économie s'entretenaient avec leurs homologues québécois.¹⁴

10. *Le Devoir*, 30 mai 1990, p. 5.

11. *Journal de Québec*, 16 juin 1990, cité par *L'Argus*, 18 juin 1990, p. A-2; *Journal de Québec*, 20 juin 1990, cité par *L'Argus*, 20 juin 1990, pp. B1-B2-B3.

12. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 22 juin 1990.

13. *Le Soleil*, 8 mai 1990, cité par *L'Argus*, 8 mai 1990, p. A-12.

14. *Journal de Québec*, 12 mai 1990, cité par *L'Argus*, 15 mai 1990, pp. A17 et A18.

2 – La France

Le ministre québécois de la Justice, M. Gil Rémillard se rendait à Paris le 11 mai pour un séjour d'une semaine qui débutait par un entretien avec son homologue français, M. Pierre Arpaillange. La coopération franco-québécoise en matière judiciaire, notamment la possibilité d'élargir l'accord d'entraide judiciaire existant entre la France et le Québec, était le principal sujet abordé par les deux ministres. Au cours de son séjour, M. Rémillard devait aussi rencontrer le Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. Jean-Louis Roy, pour discuter des moyens de développer la coopération juridique entre pays francophones.¹⁵ M. Rémillard recevait également le 14 mai un doctorat honorifique de l'Université Aix-Marseille III.¹⁶

Une seconde visite se déroulait quelques jours plus tard alors que le secrétaire d'État français chargé de la Jeunesse et des Sports, M. Roger Bambuck, était de passage à Québec.¹⁷ Après avoir assisté à l'ouverture du symposium international «Sport... le troisième millénaire» en présence du président du Comité international olympique, M. Juan Antonio Samaranch, M. Bambuck rencontrait le lendemain son vis-à-vis québécois, M. Gaston Blackburn et le ministre délégué chargé de la francophonie, M. Guy Rivard. Le séjour de M. Bambuck était également marqué par un arrêt à l'Assemblée nationale du Québec où était souligné le 25^{ème} anniversaire de la coopération institutionnalisée entre la France et le Québec.¹⁸

3 – La Grande-Bretagne

Le Consul commercial de Grande-Bretagne à Montréal, M. David Herbert, visitait la capitale québécoise le 18 juin pour établir des contacts avec le milieu québécois des affaires. M. Herbert prépare la venue au Québec d'une mission commerciale anglaise qui est prévue pour le mois de septembre.¹⁹

G — Le Québec et la Tchécoslovaquie

Le gouvernement québécois réalisait une importante mission économique en Tchécoslovaquie au cours du trimestre, ce qui portait à trois le nombre des contacts de haut niveau établis entre des dirigeants du Québec et de ce pays depuis le début de l'année. M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, pilotait à compter du 1^{er} mai cette mission formée d'une trentaine de représentants du milieu des affaires, de l'industrie et des universités.²⁰ À Prague, il avait l'occa-

15. Jean-Paul Buxy, *Le Devoir*, 12 mai 1990, p. A-2; *La Presse*, 12 mai 1990, p. G-2.

16. Voir *Le Soleil*, 15 mai 1990, cité par *L'Argus*, 15 mai 1990, p. A-1; *La Presse*, 17 mai 1990, cité par *L'Argus*, 17 mai 1990, p. A-9.

17. *Le Soleil*, 20 mai 1990, cité par *L'Argus*, 22 mai 1990, p. A-16.

18. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 22 mai 1990.

19. *Le Soleil*, 19 juin 1990, cité par *L'Argus*, 19 juin 1990, p. A-18.

20. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 30 avril 1990.

sion de s'entretenir avec le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, le premier ministre, M. Marian Calfa, et le président de la Commission d'État au Plan, M. Vladimir Dlouhy. Il rencontrait également le maire de Prague, M. Jaroslav Koran, et à la suite de leur rencontre, les autorités municipales de la ville offrait de mettre à la disposition du milieu des affaires québécois un édifice de la ville. Le gouvernement québécois songe à y établir un centre de commerce.²¹

M. Ciaccia poursuivit ensuite sa mission auprès des autorités régionales de Bratislava où des rencontres étaient prévues avec le Président du Conseil national slovaque, le Vice-premier ministre responsable de la planification, le ministre de l'Industrie, le ministre de la Justice et le maire de la ville. Ces discussions permettaient de préciser des projets de collaboration économiques et culturels. M. Vladimir Lexa, vice-premier ministre responsable de la planification, acceptait l'invitation de M. Ciaccia de se rendre à Montréal la semaine suivante. La mission québécoise se terminait donc le 5 mai et dès le 11 mai, M. Lexa, accompagné du premier ministre de la république slovaque, M. Milan Cic, se déplaçaient au Québec pour poursuivre les discussions.²²

Plusieurs retombées découlaient de ces contacts et M. Ciaccia en dressait un bilan détaillé le 17 mai. Parmi celles-ci, on retiendra la signature de trois ententes de coopération scientifique entre le Centre de recherche en pâtes et papiers de l'Université du Québec à Trois-Rivières et des instituts de recherche slovaques, la signature d'un contrat par le Groupe Lavalin dans le domaine environnemental et la fondation prochaine du pendant tchèque et slovaque de «l'Association pour le resserrement des liens entre le Canada et la Tchécoslovaquie». Le ministre réaffirmait également son intention de développer un volet Tchécoslovaquie aux programmes d'aide financière administrés par la Société de développement industriel du Québec.²³

H — Le Québec et le Mexique

Une mission commerciale se rendait du 11 au 16 juin au Mexique. Conduite par M. Pierre Mathieu du ministère de l'Énergie et des Ressources, cette mission était organisée dans le but de promouvoir la coopération économique entre le Mexique et le Québec dans le secteur forestier. On se souviendra qu'au trimestre dernier, une mission québécoise s'était rendue au Vénézuéla avec des objectifs similaires.²⁴

21. Voir les quatre communiqués par le Ministère des Affaires internationales du 2 au 4 mai 1990 ; consulter aussi Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 1^{er} mai 1990, pp. 9 et 13 ; Claude PICHER, *La Presse*, 12 mai 1990, p. F-1 ; Claude PICHER, *La Presse*, 5 mai 1990, cité par *L'Argus*, 7 mai 1990, p. A-13.

22. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 11 mai 1990 ; *Le Soleil*, 12 mai 1990, cité par *L'Argus*, 14 mai 1990, p. A-14.

23. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 17 mai 1990.

24. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 11 juin 1990.

I — Le Québec et le Togo

Une délégation togolaise formée du ministre du Plan et des Mines et du ministre de l'Industrie et des Sociétés d'État était à Montréal à la fin du mois d'avril. Des représentants de la Chambre de commerce de Montréal et de l'Association des manufacturiers canadiens rencontraient alors les ministres togolais pour discuter des possibilités d'investissement et des conséquences de la création d'une zone franche industrielle dans ce pays.²⁵

J — Le Québec et l'Asie

Accompagné de représentants de la ville de Montréal et du Vice-président exécutif de la Chambre de Commerce de Montréal, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, effectuait du 27 mai au 7 juin une importante mission commerciale qui l'amenait au Japon, en Corée du Sud et à Hong-Kong. L'accroissement des échanges commerciaux et la recherche d'investissements constituaient les principaux objectifs de ce voyage.

Au Japon, le ministre visitait d'abord Osaka où il mettait en évidence l'importance du secteur pharmaceutique à Montréal pour attirer les entreprises de cette région japonaise qui œuvrent aussi dans ce domaine. Sa deuxième escale l'amenait à Tokyo, ville dans laquelle M. Ciaccia s'entretenait avec une association des gens d'affaires du Japon, le Keidanren. Son voyage se poursuivait ensuite en Corée du Sud où, tout comme au Japon, les discussions avec les représentants du milieu des affaires portaient sur les possibilités d'investissements au Québec. Le ministre québécois profitait alors de son passage au *Canadian Business Club* et de ses entretiens à la *Korea Trade Promotion Organization* pour intéresser les entreprises sud-coréennes à s'installer au Québec, soit directement soit par le moyen de coentreprises. À Hong-Kong, dernière étape de son voyage, M. Ciaccia rencontrait des membres de la *Chinese Manufacturers' Association* et d'autres organisations qui s'occupent de l'immigration des gens d'affaires pour expliquer la réalité culturelle, sociale et politique du Québec. Il devait également discuter avec les autorités administratives de Hong-Kong des changements qui se produiront en 1997 et des possibilités de commerce avec cette région.²⁶

De retour au pays, M. Ciaccia estimait avoir consolidé la position du Québec auprès de plusieurs investisseurs éventuels et déclarait avoir exercé un suivi ou fait avancer les dossiers d'investissement notamment dans le secteur des pièces automobiles et de l'industrie pharmaceutique.²⁷

25. *Le Soleil*, 21 avril 1990, cité par *L'Argus*, 24 avril 1990, pp. A-19; *La Presse*, 24 avril 1990, p. A-19.

26. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 24 mai 1990.

27. *La Presse*, 21 juin 1990, cité par *L'Argus*, 21 juin 1990, pp. A-9 et A-10.

K — Chronologie thématique*

La 31^{ème} Assemblée annuelle de la BID

2 au 4 avril :

La ville de Montréal est l'hôte de l'Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement et de la 5^{ème} réunion de la Société interaméricaine d'investissement. Le ministre des Affaires internationales du Québec, M. John Ciaccia, s'adresse à l'Assemblée le 2 avril. Il déclare notamment que «l'approche du gouvernement du Québec en Amérique latine en est une de partenariat pour favoriser les projets réunissant des partenaires privés-publics, entreprises, universités (...) et ce dans des secteurs d'intérêt mutuel, soit l'environnement, la forêt, l'énergie, les techniques de communication, la géomatique, et la santé».

Nouveau responsable du suivi des Sommets francophones

18 avril :

On apprend la désignation de M. Ronald Poupart comme représentant personnel du Premier ministre québécois dans le dossier de la Francophonie, en remplacement de M. Jean-Louis Roy. À ce titre, il siègera au Comité international du suivi du Sommet francophone de Dakar ainsi qu'au Comité international de préparation du Sommet de Kinshasa. M. Poupart conserve ses fonctions de secrétaire général associé au Conseil exécutif.

Observateur québécois en Yougoslavie

22 avril :

Un député québécois, M. Denis Lazure, fait partie de la délégation de parlementaires canadiens qui se rend en Yougoslavie à la demande des associations croates de Toronto et de Montréal pour observer les élections tenues dans la république de Croatie.

La Semaine belge se tient à Montréal

23 au 28 avril :

Organisée par la Chambre de commerce belge et luxembourgeoise au Canada, la Semaine belge se déroule à Montréal. Cette exposition réunit une douzaine de manufacturiers ou d'importateurs belges et présente plusieurs kiosques sur le tourisme et les organismes publics en Belgique. M. John Ciaccia, ministre des Affaires internationales du Québec, M. Guy Lutgen, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement de la région wallonne, M. Charles Picqué, ministre-président de l'Exécutif de la région de Bruxelles sont notamment présents au lancement des activités de cette semaine.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Réaction du Québec suite à la profanation d'un cimetière juif en France

15 mai :

L'Assemblée nationale du Québec adopte une motion assurant la communauté juive de la France et du Québec de ses «profonds sentiments d'indignation et de tristesse» à la suite des gestes de profanation posés au cimetière juif de Carpentras. Trois jours plus tard, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration dénonce et condamne les actes commis en France ainsi que le vandalisme commis dans deux cimetières juifs au Québec.

Le poste de délégué général du Québec à Paris

24 mai :

Le quotidien *Le Devoir* rapporte que Mme Diane Wilhelmy, sous-ministre aux Affaires intergouvernementales canadiennes, est pressentie pour devenir la prochaine déléguée générale du Québec à Paris. Aucune décision officielle n'était prise avant la fin du trimestre.

Nominations au Ministère des Affaires internationales et au Conseil des Communautés culturelles

29 juin :

Le Cabinet du Premier ministre annonce que M. Carl Grenier, jusqu'ici directeur général à la politique commerciale, deviendra à partir du 3 juillet sous-ministre adjoint au ministère des Affaires internationales et que Mme Raymonde Falco deviendra à compter du 16 juillet et ce, pour les cinq prochaines années, la présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'Immigration.